

Chapitre 4 : La France défaite et occupée, 1940-1944

Dossier 1 : 1940 : La France vaincue

Dossier 2 : Le régime de Vichy, 1940-1944

Dossier 3 : La résistance militaire

Dossier 4 : La résistance civile

Méthode 1 : Réaliser un récit historique

Méthode 2 : Justifier

Méthode 3 : S'exprimer à l'oral

I. La France de la défaite

A. 1940 : La France de Vichy

Le gouvernement français s'installe à Vichy, dans la zone libre. Le 10 juillet 1940, une forte majorité de députés et de sénateurs accorde au maréchal Pétain les pleins pouvoirs pour modifier la Constitution.

B. L'État français

L'État français remplace la III^{ème} République et Pétain devient le chef de l'État français. Une nouvelle devise « Travail, Famille, Patrie » remplace : « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Il met en place un régime autoritaire antisémite et utilise la propagande. En octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire et engage la France dans la collaboration avec l'Allemagne nazie.

C. La collaboration avec l'Allemagne nazie

Les entreprises françaises fournissent des produits à l'Allemagne. En 1943, une loi oblige des milliers de jeunes à partir travailler en Allemagne dans le cadre du Service du travail obligatoire (STO).

Enfin, le régime de Vichy collabore à la politique de répression menée contre les Juifs (76 000 Juifs de France sont déportés, 2 500 reviennent vivants en 1945) et la Milice française aide les Allemands à traquer les résistants.

II. La France de la Résistance

A. Collaboration et résistance

Les Nazis s'appuient sur le soutien d'une minorité de la population qui agit soit par intérêt soit par convictions : les collaborateurs. A l'opposé, les résistants s'opposent aux Nazis dans les pays conquis. Organisée en mouvement, la résistance se divise en deux : la résistance extérieure et la résistance intérieure.

Ses moyens d'action sont la diffusion de tracts, de journaux, d'émissions radio qui dénoncent le nazisme. Elle mène aussi des opérations armées de sabotage et des attentats contre l'occupant mais les mouvements de la résistance sont réprimés de façon impitoyable par les nazis par des exécutions, tortures...

B. Des résistants

En France malgré la défaite, civils et militaires refusent l'occupation allemande et entrent en résistance. Cette résistance est unifiée par un homme, le général de Gaulle. Elle lutte contre l'occupant tout en préparant la libération du pays.

1940 : des résistants peu nombreux

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle lance un appel à la radio de Londres dans lequel il reproche aux chefs militaires leurs erreurs tactiques et leur volonté de signer un armistice. Il appelle les Français à continuer le combat : c'est l'acte de naissance de la Résistance française.

De Gaulle regroupe autour de lui une petite armée française de 7 000 hommes. Ce sont les Forces Françaises Libres (FFL) qui s'engagent aux côtés des Britanniques.

C. La Résistance

« L'armée des ombres »

En 1941, l'invasion de l'URSS par l'Allemagne amène le Parti communiste à entrer dans la Résistance. Celle-ci se renforce encore en 1943, quand beaucoup de jeunes rejoignent le maquis en fuyant le STO.

L'unification autour du général de Gaulle

Les liens entre la France Libre et la Résistance intérieure se renforcent quand de Gaulle envoie Jean Moulin unifier la Résistance en France en 1942.

En 1943, il fonde le Conseil national de la Résistance (CNR) qui demande la création d'un gouvernement dirigé par de Gaulle. Celui-ci est donc reconnu par tous les mouvements de résistance comme le chef de la France résistante.

Le 6 juin 1944, les Alliés débarquent avec des troupes FFL. Les résistants regroupés dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI) aident les troupes alliées par des renseignements et des sabotages. En août, Paris est libérée par les FFL après l'insurrection des résistants.

De Gaulle parvient à faire reconnaître la France comme une puissance victorieuse aux Alliés. Accueilli triomphalement par les Parisiens, il prend la tête d'un Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) formé de résistants. Le nouveau gouvernement organise l'épuration en faisant juger les collaborateurs. Pétain est condamné à mort, mais il est gracié par De Gaulle.